

RAPPORT

**sur l'activité de l'Autorité de surveillance en matière de protection
des données pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2004**

BERICHT

**über die Tätigkeit der kantonalen Aufsichtsbehörde für Datenschutz
vom 1. Januar bis 31. Dezember 2004**

AU GRAND CONSEIL
DU CANTON DE FRIBOURG

Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs les Députés,

Conformément à l'art. 30 al. 3 de la loi cantonale sur la protection des données (LPrD), nous avons l'honneur de vous adresser notre neuvième rapport sur l'activité de l'Autorité de surveillance en matière de protection des données pour l'année 2004.

Après un bref rappel de quelques généralités concernant les bases de fonctionnement de notre Autorité (I.), il convient de distinguer les activités de la Commission proprement dite (II.) et celles de la Préposée (III.), les tâches étant quelque peu différentes (art. 30 et 31 LPrD). Nous concluons avec quelques remarques finales (IV.).

Nous vous en souhaitons bonne réception et vous prions d'agréer, Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Députés, l'expression de notre haute considération.

Fribourg, le 17 mars 2005

La Présidente de la Commission

A. Epiney

La Préposée

D. Nouveau Stoffel

**AN DEN GROSSEN RAT
DES KANTONS FREIBURG**

Sehr geehrter Herr Präsident
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir unterbreiten Ihnen hiermit gemäss Artikel 30 Abs. 3 des kantonalen Gesetzes über den Datenschutz (DSchG) den neunten Tätigkeitsbericht der Aufsichtsbehörde für Datenschutz für das Jahr 2004.

Nach einem kurzen Überblick über die allgemeinen Grundlagen für die Arbeit unserer Behörde (I.) gehen wir im Besonderen auf die Tätigkeiten der Datenschutzkommission (II.) und diejenigen der Datenschutzbeauftragten (III.) ein, die für unterschiedliche Aufgaben zuständig sind (Art. 30 und 31 DSchG), und kommen dann noch zu einigen Schlussbemerkungen (IV.).

Mit vorzüglicher Hochachtung.

Freiburg, den 17 mars 2005

Die Präsidentin der Kommission

A. Epiney

Die Datenschutzbeauftragte

D. Nouveau Stoffel

TABLE DES MATIERES

I.	BASE LEGALE, TÂCHES ET ORGANISATION DE L'AUTORITE	7
1.	En général	7
2.	Relations avec le public	7
3.	Organisation	8
3.1.	Commission cantonale de surveillance	8
3.2.	Préposée	8
3.3.	Communes	9
3.4.	Association DSB + CPD.CH et rapports avec la Confédération	9
II.	ACTIVITES PRINCIPALES DE LA COMMISSION	10
1.	Prises de position, en particulier sur des projets législatifs	10
1.1.	En général	10
1.2.	Quelques exemples de prises de position particulières	11
1.2.1.	<i>Projet de règlement sur la protection civile (RPCi)</i>	11
1.2.2.	<i>Modification de la LMi, avant-projet sur la jeunesse, avant-projet de loi modifiant la loi sur l'exercice des droits politiques</i>	12
1.2.3.	<i>Ordonnance sur le Conservatoire</i>	12
1.2.4.	<i>OInf</i>	12
1.2.5.	<i>Aumôneries</i>	12
1.2.6.	<i>« Journal de police »</i>	12
1.2.7.	<i>Interprétation de l'art. 59 OEC</i>	12
2.	Protection des données et tâches étatiques de contrôle	13
3.	Sécurité et contrôle	13
4.	Autres activités	13
III.	ACTIVITES PRINCIPALES DE LA PREPOSEE	14
1.	Statistiques et appréciation générale	14
2.	Conseils et avis fournis aux autorités	14
2.1.	Généralités	14
2.2.	Avis et renseignements	15
3.	Exemples de réponses/d'avis rendus par la Préposée	15
3.1.	Mandat (outsourcing)	15
3.2.	Communication d'un certificat médical circonstancié	16
3.3.	Publication des sorties d'Eglise dans un bulletin paroissial	16
3.4.	Communication à une commune de la liste des personnes AI	16
3.5.	Surveillance par un détective privé d'une personne aidée par le Service social	16
4.	Travaux pour la Commission	16
5.	Registre des fichiers	17
IV.	REMARQUES FINALES	17
	ANNEXE : statistiques 2004	19

INHALT

I.	GESETZLICHE GRUNDLAGEN, AUFGABEN UND ORGANISATION DER AUFSICHTSBEHÖRDE	21
1.	Allgemeines	21
2.	Öffentlichkeitsarbeit	22
3.	Organisation	22
	3.1. Kantonale Aufsichtskommission	22
	3.2. Datenschutzbeauftragte	22
	3.3. Gemeinden	23
	3.4. Verein DSB + CPD.CH und Beziehungen zum Bund	23
II.	HAUPTTÄTIGKEITEN DER KOMMISSION	24
1.	Stellungnahmen insbesondere zu Erlassentwürfen	24
	1.1. Im Allgemeinen	24
	1.2. Einige Beispiele besonderer Stellungnahmen	25
	1.2.1. Entwurf des Reglements über den Zivilschutz (ZSR)	25
	1.2.2. Änderung des BGBM, Vorentwurf des Jugendgesetzes, Vorentwurf des Ge- setzes zur Änderung des Gesetzes über die Ausübung der politischen Rechte	26
	1.2.3. Verordnung über das Konservatorium	26
	1.2.4. InfV	26
	1.2.5. Seelsorge	26
	1.2.6. « Polizeijournal »	26
	1.2.7. Auslegung von Artikel 59 ZStV	27
2.	Datenschutz und staatliche Kontrollaufgaben	27
3.	Sicherheit und Kontrolle	27
4.	Weitere Tätigkeiten	28
III.	HAUPTAKTIVITÄTEN DER DATENSCHUTZBEAUFTRAGTEN	28
1.	Statistiken und Gesamtbeurteilung	28
2.	Beratung der Behörden und Stellungnahmen	28
	2.1. Allgemeines	28
	2.2. Stellungnahmen und Auskünfte	29
3.	Beispiele von Antworten/Stellungnahmen der Datenschutzbeauftragten	30
	3.1. Bearbeiten im Auftrag (Outsourcing)	30
	3.2. Bekanntgabe eines detaillierten Arztzeugnisses	30
	3.3. Veröffentlichung von Kirchengaustritten in einem Pfarrblatt	30
	3.4. Übermittlung der Liste von IV-Bezügern an eine Gemeinde	30
	3.5. Überwachung einer vom Sozialdienst unterstützten Person durch einen Privatdetektiv	31
4.	Arbeiten für die Kommission	31
5.	Register der Datensammlungen	31
IV.	SCHLUSSBEMERKUNGEN	31
	ANHANG : Statistiken 2004	33

I. BASE LEGALE, TÂCHES ET ORGANISATION DE L'AUTORITE

1. En général

La loi fribourgeoise sur la protection des données (LPrD) vise à protéger les **droits fondamentaux** des administrés lorsque des organes publics du canton traitent des données à leur sujet. La loi fédérale sur la protection des données (LPD) quant à elle s'applique au traitement des données par des organes publics fédéraux ou des personnes privées.

La surveillance de la protection des données dans le canton est assurée par une **Autorité** cantonale, formée d'une Commission et d'un(e) Préposé(e).

En vertu de l'art. 30 LPrD, la **Commission** a notamment les tâches suivantes :

- diriger l'activité de la Préposée;
- donner son avis sur les projets d'actes législatifs touchant à la protection des données ainsi que dans les cas prévus par la loi;
- inviter l'autorité compétente à prendre les mesures nécessaires, en cas de violation ou de risque de violation de prescriptions légales;
- exercer la haute surveillance sur les autorités communales de surveillance, dont elle reçoit le rapport d'activité.

Conformément à l'art. 31 LPrD, la **Préposée** a pour l'essentiel les tâches suivantes :

- conseiller les organes concernés, notamment lors de l'étude de projets de traitement;
- renseigner les personnes concernées sur leurs droits;
- contrôler l'application de la législation relative à la protection des données, notamment en procédant systématiquement à des vérifications auprès des organes concernés;
- exécuter les travaux qui lui sont confiés par la Commission;
- participer à la tenue du registre des fichiers.

La loi ne répartit pas de manière stricte les tâches de surveillance entre la Commission et la Préposée. Comme jusqu'ici (cf. les rapports annuels précédents), la Commission s'est réservé les tâches liées à des affaires de caractère **législatif** et les dossiers dans lesquels il importe de définir une **politique générale** de protection des données; la Commission considère que cette pratique a globalement fait ses preuves, moyennant les aménagements nécessaires dans l'un ou l'autre cas concret.

Finalement, il importe de rappeler que le législateur n'a accordé aucun pouvoir de **décision** à l'Autorité de surveillance; ce pouvoir appartient aux autorités administratives; le citoyen qui entend s'en plaindre peut recourir devant les juridictions administratives ordinaires.

2. Relations avec le public

L'art. 30 al. 3 LPrD statue que la Commission peut, dans la mesure où l'intérêt général le justifie, **informer** le public de ses constatations. La Commission a toujours utilisé cette

compétence avec circonspection de façon à ne pas dévaloriser l'impact de cette mesure. En 2004, la Commission a jugé utile de se prononcer en public à trois reprises. L'une lors de la traditionnelle conférence de presse qui accompagne chaque année la publication du présent rapport; les deux autres par des communiqués de presse en relation avec la non-réélection de M. Jean-René Haag et la démission de la présidente visant à marquer l'indépendance de la Commission et le soutien à ce membre dont les compétences en matière de protection des données n'étaient pas et ne devaient pas être mises en doute.

Le **site** propre de l'Autorité de surveillance en matière de protection des données du canton www.fr.ch/sprd connaît une bonne fréquentation. Sur les dix derniers mois, elle s'élève à une moyenne de plus de 5'200 sessions par mois. La durée moyenne de la session est d'environ 7 minutes pour une consultation moyenne de 2 pages.

3. Organisation

3.1. Commission cantonale de surveillance

Durant l'année 2004, la Commission a été présidée par Mme *Astrid Epiney*, professeure de droit européen, de droit international public et de droit public et directrice administrative de l'Institut de droit européen à la Faculté de droit de l'Université de Fribourg. Les autres membres de la Commission ont été les personnes suivantes : M. *Joseph Eigenmann*, médecin, à Corminboeuf; M. *Johannes Froehlicher*, greffier-rapporteur au Tribunal administratif, à Fribourg; M. *François-Dominique Meyer*, médecin, à Villars-sur-Glâne et Mme *Catherine Yesil-Huguenot*, juriste, à Estavayer-le-Gibloux.

La Commission a tenu 7 séances pendant l'année 2004. Un procès-verbal détaillé fait état des délibérations et des décisions prises par la Commission; Mme *Florence Rivière*, juriste, l'a régulièrement tenu tout au long de l'année.

Hors séances, la Présidente a assuré le suivi des dossiers, la correspondance, les discussions avec la Préposée et les rencontres avec les tiers pour un total d'une centaine d'heures sur l'ensemble de l'année.

3.2. Préposée

La Préposée travaille à mi-temps; il en va de même de sa secrétaire.

Une stagiaire-juriste, à mi-temps, a effectué des travaux pour l'Autorité, ce qui a contribué au désengorgement de la situation de surcharge. Cette personne seconde la Préposée pour les travaux nécessitant des recherches juridiques (mise à jour du guide à l'attention des communes, instruction des dossiers, préparation d'avis, élaboration d'aide-mémoire).

3.3. Communes

En vertu de l'art. 29 al. 2 LPrD, les communes peuvent instituer leur propre autorité de surveillance. La Commission cantonale n'exerce alors plus qu'une haute surveillance sur ces autorités communales; elle reçoit leurs rapports d'activité.

Les communes de *Bulle, Fribourg, Marly et Villars-sur-Glâne* ont institué leur propre autorité de surveillance sur la base d'un règlement à l'élaboration duquel l'Autorité cantonale a participé activement. Ce règlement doit garantir l'**indépendance** de l'Autorité communale par rapport à l'administration communale et à l'exécutif communal. En 2005, ceci devra faire l'objet d'un examen de la part de la Commission dans le cadre de ses compétences à la lumière des expériences accumulées depuis la mise sur pied de ces autorités.

Au moment de rédiger le présent rapport annuel, la Commission cantonale a reçu pour l'année 2004 les rapports des quatre communes précitées. Ils satisfont aux exigences de la LPrD et l'Autorité cantonale remercie toutes les personnes qui ont accepté de s'engager dans les divers organes communaux mis en place.

3.4. Association DSB + CPD.CH et rapports avec la Confédération

Dans un souci de coordination et d'efficacité, la Préposée s'attache à collaborer avec le **Préposé fédéral** à la protection des données et avec les autorités en la matière dans les autres cantons, en particulier l'Association des commissaires suisses à la protection des données **DSB+CPD.CH**.

- Sur des questions générales d'importance nationale ou intercantonale, la Préposée a apporté sa collaboration et pu profiter des travaux effectués dans le cadre du DSB+CPD.CH. Le président actuel est le Préposé à la protection des données du canton de Zurich. La masse de travail est considérable. Dans le cadre du Bureau (9 séances durant l'année), dont fait partie la Préposée du canton de Fribourg, des travaux ont été approfondis sur les **procédures de consultation**, par ex. le numéro d'identification personnel sectoriel, la réforme des CFF, la loi sur l'information du canton de Zurich et sur les **sujets d'actualité** tels que la banque de données VICLAS, la publication de l'autoindex sur internet, le registre des retraits d'autorisation d'enseigner, la surveillance vidéo, la révision de la loi fédérale de la protection des données (LPD), les accords de Schengen/Dublin, le système de facturation Tarmed. Le plénum du printemps a eu lieu à Frauenfeld avec une conférence intitulée « Datenmark/data warehouse » et la 11^e Conférence des commissaires suisses à la protection des données s'est passée en automne à Aarau sur le thème « La protection des données dans les affaires sociales et la santé ».
- Jusqu'en été 2004, la Préposée du canton de Fribourg a présidé le groupe de travail « **Santé** » dont fait également partie le Préposé fédéral. Le groupe a travaillé principalement sur le système de facturation Tarmed, ce qui a abouti à des recommandations à l'attention des commissaires cantonaux à la protection des données. Ces recommandations légèrement modifiées ont été adoptées par la Commission et transmises aux organes publics concernés de notre canton.

La collaboration avec l'association est très fructueuse, tant sur le plan de la protection des données du canton de Fribourg, que sur le plan national, permettant ainsi de coordonner les efforts, d'être informé et formé en temps voulu, ainsi que de travailler de façon plus efficace. A la fin de l'année, la Préposée a pris la direction d'un nouveau groupe de travail « **Contrôle des habitants** ». Celui-ci planchera sur le contenu admissible des registres du point de vue de la protection des données et les résultats de ces travaux devraient pouvoir servir notamment à répondre aux communes qui ont saisi l'Autorité de ces questions et, le cas échéant, à susciter une réflexion dans les organes publics concernés.

En 2005, le canton de Fribourg accueillera la Conférence annuelle des commissaires à la protection des données. L'Autorité profitera de cette occasion pour organiser avec l'Institut de droit européen de la Faculté de droit de l'Université de Fribourg un colloque pour les 10 ans de la loi cantonale de la protection des données.

II. ACTIVITES PRINCIPALES DE LA COMMISSION

1. Prises de position, en particulier sur des projets législatifs

1.1. En général

La Commission s'est prononcée sur les différents projets législatifs de la Confédération et du canton.

- La Commission a donné son avis sur des projets transmis par la **Confédération** :
 - Modification de la loi fédérale sur le marché intérieur (LMI);
 - Projet d'ordonnance sur les profils d'ADN;
 - 5e révision de l'AI;
 - Projet de la loi fédérale sur l'harmonisation des registres des habitants et d'autres registres officiels de personnes;
 - Loi fédérale sur les identificateurs sectoriels de personnes (loi SPIN);
 - Bilatérales II et adaptation de l'accord sur la libre circulation des personnes à l'élargissement de l'UE.
- La Commission s'est aussi prononcée sur divers autres projets **cantonaux** :
 - Projet de règlement sur la protection civile (RPCi);
 - Règlement relatif au personnel enseignant dépendant de la DICS;
 - Projet d'ordonnance concernant le Conservatoire;
 - Projet d'ordonnance sur les mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes;
 - Avant-projet concernant l'exploitation des données relatives aux femmes qui ne suivent pas le programme cantonal de dépistage du cancer du sein par mammographie;
 - Avant-projet de loi sur la jeunesse;
 - Avant-projet d'ordonnance relative à l'information du public sur les activités du Conseil d'Etat et de l'administration (Olnf);

- Avant-projet de convention cadre sur l'exercice des aumôneries catholique romaine et évangélique réformée dans les établissements de l'Etat;
 - Projet de modification de la loi sur les soins et l'aide familiale à domicile;
 - Avant-projet de règlement concernant les examens au Conservatoire;
 - Avant-projet de règlement sur l'élaboration des actes législatifs (REAL);
 - Avant-projet de loi sur le tourisme;
 - Avant-projet de loi modifiant la loi sur l'exercice des droits politiques (droits politiques des étrangers et des suisses de l'étranger);
 - Avant-projet d'ordonnance relative aux sites internet de l'Etat de Fribourg.
- La Commission s'est encore prononcée sur d'**autres projets particuliers** :
 - Révision de la loi cantonale sur l'état civil, problématique de la communication de données d'état civil à des institutions publiques à but non lucratif;
 - Site à contrôle d'accès;
 - Aide-mémoire sur l'« outsourcing »;
 - Projet de rapport d'étape sur l'application des principes de la convention 108 à la collecte et au traitement des données biométriques;
 - Règlement concernant les médecins qui cessent leurs activités;
 - Règlement sur la protection des données de l'Hôpital du district du Lac.

De manière générale, l'Autorité de surveillance a constaté que la protection des données est **prise en compte** par le législateur cantonal et les projets importants lui sont normalement communiqués. La Commission reçoit également d'autres projets relativement éloignés de la protection des données; elle se limite alors à une prise de position très ponctuelle. Elle estime cependant très important qu'elle soit informée et consultée largement car les projets de loi dans les domaines les plus divers ont souvent une influence sur les solutions que la Commission ou la Préposée préconise dans d'autres dossiers; en outre, il est nécessaire que l'Autorité de surveillance soit au courant de l'évolution législative générale dans le canton. De surcroît la Commission a donné son avis sur différents sujets en dehors de la procédure législative « ordinaire ». La Commission se prononce le plus souvent suite à des interpellations concrètes de la part des personnes et/ou autorités intéressées; il lui arrive toutefois aussi de se saisir elle-même, notamment en raison de l'importance de la matière (par ex. publications d'informations dans les médias).

De façon très ponctuelle, l'Autorité a remarqué que certains de ses avis n'avaient pas été suivis par l'un ou l'autre destinataires cantonal ou communal et sans qu'elle en ait été préalablement informée.

1.2. Quelques exemples de prises de position particulières

1.2.1. Projet de règlement sur la protection civile (RPCi)

La Commission a estimé nécessaire de **préciser** les catégories de données consignées dans le registre des personnes astreintes, exemptées, libérées et exclues, ainsi que les accès, les communications, les durées de conservation. Cela doit être fait d'autant plus rigoureusement que des données sensibles peuvent figurer dans le registre (notamment des données médicales, des sanctions) et pour lesquelles s'applique un devoir de diligence accrue.

1.2.2. Modification de la LMi, avant-projet sur la jeunesse, avant-projet de loi modifiant la loi sur l'exercice des droits politiques

La Commission a maintes fois eu l'occasion de dire qu'il faut **éviter** dans la législation des notions **floues** telles « renseignements utiles » ou « pièces nécessaires » et qu'à cet égard s'appliquent les règles de la protection des données et de secret (de fonction, professionnel).

1.2.3. Ordonnance sur le Conservatoire

La Commission a relevé dans deux consultations qu'il n'existe pas de **base légale** sur la publication des résultats (notes) par affichage, par publication dans le Bulletin du Conservatoire ou autres moyens de publication. Si une disposition réglementaire précise que les résultats sont proclamés, cela ne saurait constituer une base légale suffisante autorisant à communiquer publiquement les notes. En tout état de cause, une base légale qui prévoirait la publication serait aussi soumise au principe de la proportionnalité.

1.2.4. Olinf

La Commission a réitéré sa préoccupation par rapport aux publications dans les médias de données sensibles concernant des collaborateurs et collaboratrices de l'Etat. La question est délicate et est liée notamment à celle de savoir s'il existe un **intérêt public prépondérant** à la communication des noms au public. A son avis, l'Etat doit faire absolument l'effort de fixer des **critères** qui guident l'administration publique dans son évaluation de l'intérêt public prépondérant. La Commission a d'autre part pris contact avec le Préposé fédéral pour avoir son avis sur ces questions difficiles. Le point de vue qu'il a émis rejoint largement celui de la Commission.

1.2.5. Aumôneries

Suite à ses discussions avec la Commission cantonale pour les questions d'aumônerie, la Commission a eu l'occasion de donner son avis sur l'exercice des aumôneries dans les établissements de l'Etat. Elle a pu constater la collaboration fructueuse et la qualité du travail de réflexion ainsi que du texte qui lui a été soumis.

1.2.6. « Journal de police »

Suite aux **recommandations** de la Commission concernant la communication et les mesures de sécurité à mettre en place pour éviter des utilisations abusives du « Journal de police », d'une part de nouvelles solutions techniques ont été mises en place et, d'autre part, la liste des destinataires a été revue dans le sens d'une limitation en fonction des besoins pour l'accomplissement des tâches légales.

1.2.7. Interprétation de l'art. 59 OEC

A la question de savoir si l'ordonnance fédérale sur l'état civil (OEC) offre une base légale suffisante pour la communication systématique des **naissances** à une association chargée de tâches publiques de puériculture, il a été répondu par la négative. L'art. 59 OEC ne porte que sur des communications dans des cas d'espèce et à des particuliers alors que l'association

souhaite la communication systématique des nouvelles naissances. En outre, trois remarques ont été faites : d'abord les données peuvent être obtenues directement auprès des personnes concernées qui sont d'accord d'être contactées par l'association (les parents, par ex. à l'entrée à la maternité); ensuite les communes peuvent être requises sur la base des dispositions sur le contrôle des habitants; finalement un intérêt direct et digne de protection n'est pas établi de façon générale parce que certains parents peuvent ne pas vouloir être abordés pour des raisons qui leur sont propres.

2. Protection des données et tâches étatiques de contrôle

La **procédure** que la Préposée doit respecter lorsqu'elle est interpellée et qu'on lui demande son avis (art. 31 a. 2 lit. b et c LPrD) est satisfaisante en matière d'interventions. Le fonctionnement reste cependant **informel** puisqu'il n'existe pas de règles édictées à cet effet. Il suit le schéma suivant. La Préposée sollicite dans la mesure du possible des renseignements à l'organe public cantonal ou communal. Elle recourt si possible systématiquement aux personnes de contact en matière de protection des données, même si parfois ces personnes sont impliquées dans certains dossiers ou projets, voire sont chargées par la hiérarchie administrative d'en assurer le succès. Ce procédé, auquel la Préposée a eu l'occasion de recourir de façon réitérée, permet une meilleure intégration des différents avis en présence et une rationalisation du travail.

3. Sécurité et contrôle

En 2004, un contrôle a été effectué, sous la forme d'un test pilote, sur le **fonctionnement concret** en matière de protection des données d'une commune choisie. Comme l'Autorité l'avait fait en 2003 sur un service de l'Etat, ce contrôle a porté sur l'ensemble du fonctionnement de la commune au moyen d'un questionnaire auquel le syndic ainsi que le secrétaire communal ont répondu au cours d'un entretien avec la responsable de l'entreprise mandatée, accompagnée d'une collaboratrice chargée du procès-verbal, et en présence de la Préposée. Ceci a abouti à un rapport contenant des recommandations à l'attention de la commune concernée. Ce test a permis de constater que si la commune était déjà bien sensibilisée et sécurisée, certains aspects méritaient d'être réexaminés et améliorés.

De plus, les deux tests pilote de 2003 et 2004 ont réuni les expériences nécessaires pour réajuster le procédé et procéder en 2005 à des contrôles qui seront cette fois-ci impératifs.

4. Autres activités

La Commission – ou sa Présidente – a eu en outre de nombreuses autres activités ponctuelles. Les exemples suivants peuvent être cités :

- La question de la **communication** de données personnelles sensibles par les **services de l'Etat** est toujours à l'ordre du jour des travaux de la Commission (et de la Préposée). Des réflexions approfondies sont menées dans le cadre des travaux législatifs préparatoires en matière d'information du public.

- La Commission a abordé les questions relatives à la **surveillance vidéo** à laquelle ont recours de plus en plus d'organes publics (trafic, passages souterrains, déchetteries, écoles, centres de jeunes, banques). Ces réflexions devraient aboutir à un aide-mémoire de la Préposée regroupant un certain nombre de conseils et de propositions de précautions à prendre pour éviter les atteintes à la personnalité.
- De manière régulière, la Commission ou la Présidente discute et prend position par rapport à certains dossiers gérés par la Préposée qui soulèvent **des questions de principe** (par ex. les exigences en matière de sites à contrôle d'accès, les règlements pour les procédures d'appel, les communications d'informations sensibles aux médias, le traitement de données sur les vaccins par les communes, les communications d'informations de police).

III. ACTIVITES PRINCIPALES DE LA PREPOSEE

1. Statistiques et appréciation générale

Durant la période considérée, **143 dossiers** ont été introduits, dont 27 sont pendants. 11 dossiers de longue durée des années précédentes sont encore ouverts. Ce sont par ex. la surveillance vidéo, l'information du public et la transparence, la sécurité informatique, le dossier électronique du patient, VICLAS (Violent Crime Linkage Analysis System), le contenu des registres des contrôles des habitants, la mise sur internet du registre des fichiers, la carte d'identité digitale. 108 conseils et renseignements, 26 examens de dispositions législatives, 1 contrôle, 8 présentations et rapports. 51 dossiers concernent des organes cantonaux ou des institutions chargées de tâches publiques, 29 des communes, 20 d'autres organismes publics (cantons, autorités de protection des données) et 43 des particuliers ou institutions privées (cf. statistiques annexées).

2. Conseils et avis fournis aux autorités

2.1. Généralités

La mise à jour du **guide** à l'attention des communes a paru à la fin de l'année 2004 et connaît un bon succès. Déjà presque épuisé, un tirage supplémentaire sera prochainement effectué. Cependant, le guide ne traite pas de toutes les questions qui se présentent aux communes, le personnel change et de nouvelles questions se présentent. Dès lors, les communes ont malgré tout souvent besoin d'un **contact** oral ou écrit avec la Préposée.

Le réseau d'une vingtaine de personnes dites « **personnes de contact** en matière de protection des données » des directions, services et établissements principaux est régulièrement réuni par la Préposée pour des échanges d'informations, des discussions, de la formation personnelle dans divers domaines. En 2004, cela a été plus particulièrement le cas sur les prestations de services de la part de tiers (outsourcing), la publication sur internet de l'autoindex, la communication de listes d'adresses par les services de l'Etat.

La Préposée fait son possible pour intégrer les **autorités communales** dans son travail d'information (réunions régulières); l'expérience montre en effet qu'une protection des

données ne peut être efficace que si les autorités qui en ont la charge assument leur tâche de manière active et échangent leurs réflexions et procédés respectifs. C'est ainsi que ces autorités se sont plus particulièrement occupées de la surveillance vidéo et de la désignation de fiduciaires comme autorités de surveillance en matière de la protection des données.

Des discussions ont lieu régulièrement entre la Préposée et le collaborateur chargé de la **sécurité** informatique auprès du SITel.

La Préposée est membre de la Commission des Archives.

2.2. Avis et renseignements

Une grande partie des questions touchait des services de l'administration publique. Les demandes portaient sur des **questions générales**, par ex. la communication de listes d'adresses (des membres de sociétés de tir, des ménages à une société de perception de redevances radio-télévision, l'admissibilité de la surveillance vidéo, la communication de certificats médicaux, la communication de listes de personnes à l'AI, la conservation de données, la collecte de données pour des travaux d'élèves) et sur des **points précis**, par ex. la communication d'informations en assemblée communale, d'informations de police dans le cadre de procédures de naturalisation, la collecte de renseignements dans les parkings, la surveillance de la messagerie électronique et du contenu de l'ordinateur du personnel.

La Préposée rappelle sans cesse que la protection des données ne doit pas être comprise comme un frein à l'accomplissement des tâches, ni au développement, mais comme une nécessité pour pondérer les différents intérêts en présence et permettre un accès légitime à l'information tout en préservant les droits des individus. Le cadre légal doit être suffisant pour assurer l'équilibre entre les besoins des utilisateurs, respectivement les intérêts publics, et le respect de la vie privée des individus.

Les autres avis portaient sur des questions posées par des personnes et des organismes privés qui voulaient être renseignés sur leurs droits et leurs obligations face à l'administration cantonale et communale.

3. Exemples de réponses/d'avis rendus par la Préposée

3.1. Mandat (outsourcing)

La Préposée a été abordée plusieurs fois sur la question de savoir comment faire lorsqu'un organe public souhaite charger une entreprise privée par ex. d'effectuer des statistiques, de recouvrer des impôts impayés, de poursuivre des débiteurs, etc. L'art. 18 al. 2 LPrD exige que l'octroi d'un mandat à un privé fasse en principe l'objet d'un **contrat** dans lequel sont fixées les règles de protection des données à respecter. Ceci a donné lieu à l'aide-mémoire no 5 de la Préposée, muni de trois annexes contenant les dispositions légales topiques, un modèle de contenu de contrat et un modèle de charte ou déclaration d'engagement pour le personnel.

3.2. Communication d'un certificat médical circonstancié

La Préposée a répondu négativement à la question de l'admissibilité de la communication d'un certificat médical **circonstancié** à un juge de paix lors d'une demande volontaire de curatelle. Le juge doit examiner si les conditions légales sont réunies pour prononcer la curatelle. Il commence par entendre la personne dont il consigne les dires dans un procès-verbal d'audition. C'est dans ce procès-verbal que figurent la demande de la requérante et son accord de relever le médecin du secret médical. Si le juge a besoin de renseignements, il devra élaborer à l'attention du médecin des questions préalablement vues par la patiente et qui vont permettre au juge d'accomplir sa tâche légale, à savoir déterminer si les conditions légales sont réunies pour accéder à la demande.

3.3. Publication des sorties d'Eglise dans un bulletin paroissial

La Préposée a répondu par la négative à la question de savoir si les sorties d'Eglise peuvent être publiées dans le bulletin paroissial. Il s'agit d'une donnée sensible et toutes les dispositions nécessaires doivent être prises pour prévenir le risque accru d'atteinte qu'implique le traitement d'une telle donnée. Il n'existe pas de bases légales pour de telles publications. Les décisions de sortie d'Eglise touchent les **droits fondamentaux** et la sphère privée. De telles décisions doivent pouvoir être prises en toute liberté sans la pression d'une publication dans un bulletin paroissial, de la communauté religieuse ou de l'entourage de la personne concernée.

3.4. Communication à une commune de la liste des personnes AI

La Préposée a répondu négativement à la demande d'une commune qui souhaitait recevoir la liste des personnes à l'AI pour les libérer de la **taxe pompiers** sur la base du règlement communal. Les informations demandées sont des données sensibles et il n'existe pas de dispositions légales fédérales ou cantonales autorisant la communication d'une telle liste aux communes. Cependant, il est loisible à la commune d'informer les citoyens par le moyen qu'elle juge approprié sur la possibilité offerte par le règlement communal de libérer les personnes à l'AI de la taxe pompiers.

3.5. Surveillance par un détective privé d'une personne aidée par le Service social

La Préposée a répondu qu'il n'est pas admissible du point de vue de la protection des données de faire surveiller par un détective privé une personne qui bénéficie de l'aide sociale. Il n'existe pas de base légale, le moyen paraît **exagéré** (alors qu'il existe les moyens habituels utilisés par les services sociaux) et la surveillance serait effectuée **à l'insu** de la personne concernée ce qui est contraire aux règles de la bonne foi.

4. Travaux pour la Commission

La Préposée a assuré la préparation des séances et des dossiers y relatifs (notamment 26 procédures de consultation et examens de dispositions législatives) et la diffusion aux membres de documents, informations et études sur des questions générales ou particulières.

5. Registre des fichiers

L'étude, effectuée en collaboration avec le SITel, sur les possibilités de publier le registre des fichiers sur internet, comme le font d'autres cantons (par ex. Grisons, Schwyz, Zoug, Zurich) a permis d'en constater la faisabilité dans les limites du budget à disposition. Une entreprise a été mandatée de ce travail. Ce sera l'occasion de mettre à jour les déclarations de fichiers exigées par la loi. Le REFI devait être opérationnel dans le courant de l'année 2005.

IV. REMARQUES FINALES

En l'an 2005, l'Autorité de surveillance prévoit de mettre l'accent sur les tâches suivantes :

- effectuer des *contrôles*, dans les limites du budget à disposition;
- mettre le *REFI* au service du public par internet;
- élaborer trois aide-mémoire : le premier à l'attention des organes publics sur la *surveillance vidéo*, le deuxième sur la mise sur pied d'un *concept en matière de protection des données* dans les administrations publiques (de tels travaux, auxquels participe la Préposée, sont déjà en cours dans certains services) et le troisième sur les *procédures d'appel et leurs règlements d'utilisation*;
- poursuivre les travaux de préparation à une législation sur l'*information du public* et à la sensibilisation en matière de sécurité, surtout des données sensibles.

L'Autorité cantonale de surveillance en matière de protection des données souhaite **remercier** tous les organes publics pour l'excellente collaboration développée jusqu'ici et l'attitude positive qu'ils manifestent envers leur obligation de respecter les dispositions légales sur la protection des données personnelles et par là les personnes; ces remerciements s'adressent en particulier aux personnes de contact au sein de l'administration ou des établissements cantonaux qui aident efficacement la Préposée dans l'accomplissement de ses tâches ainsi qu'aux communes qui ont mis en place des autorités communales de surveillance en matière de protection des données personnelles.

L'année 2005 sera aussi marquée par un changement à la présidence de la Commission. Mme Alexandra Rumo-Jungo, professeure de droit civil à l'Université de Fribourg va succéder à Mme Astrid Epiney. Celle-ci avait démissionné en mai 2004 (avec effet au 31 mars 2005) suite à la non-réélection de M. Jean-René Haag au mois de décembre 2003 – décision qui n'a pas été reconsidérée au printemps 2004. Aucun élément concernant la qualité du travail effectué par M. Haag ne saurait justifier cette non-réélection; ainsi, elle met en question l'indépendance de la Commission. C'est pourquoi, la Présidente a considéré que les conditions pour un accomplissement satisfaisant de son travail n'étaient plus réunies. La Présidente a regretté vivement cette évolution et a souligné en même temps l'excellente collaboration qu'elle a pu avoir pendant ses trois ans de présidence avec toutes les autorités cantonales et communales, en particulier avec la Direction de la sécurité et de la justice. Elle tient à remercier ces organes ainsi que les membres de la Commission et la Préposée pour le travail toujours engagé et constructif.

Annexe : Statistiques

Statistiques 2004

Demandes / interventions	
Avis	108 (123)
Contrôles	1 (2)
Législations	26 (28)
Présentations	8 (6)
Total	143 (159) *

- Les avis sont rendus par la Préposée; ils comprennent les conseils aux organes publics, les renseignements aux particuliers. Les avis touchent notamment la collecte et la communication, la publication sur internet, le droit d'accès, la conservation, la destruction et l'archivage, la sécurité, le secret de fonction et le secret professionnel.
- Le terme « législations » comprend les travaux de réflexion sur des dispositions législatives et les réponses aux consultations.
- La notion de « présentations » recouvre les exposés, rapports, études, participations à des colloques de la Préposée.
- L'ensemble comprend des dossiers de longue durée (7) qui sont par ex. la loi sur l'information du public, la surveillance vidéo, le dossier électronique du patient, VICLAS, le contenu des registres des contrôles des habitants, la mise sur internet du registre des fichiers, la carte d'identité digitale.

Provenance des demandes / destinataires des interventions			
Offices cantonaux	Communes	Particuliers et institutions privées	Autres organismes de droit public
51 (79)*	29 (32)*	43 (27)*	20 (21)*

- Les particuliers comprennent aussi les collaborateurs/trices de l'Etat.
- Les autres organismes de droit public englobent les autorités communales, cantonales, fédérale de protection des données, ainsi que les institutions chargées de tâches publiques.

*Les chiffres entre parenthèses représentent les dossiers traités en 2003

I. GESETZLICHE GRUNDLAGEN, AUFGABEN UND ORGANISATION DER AUFSICHTSBEHÖRDE

1. Allgemeines

Das freiburgische Gesetz über den Datenschutz (DSchG) bezweckt den Schutz der **Grundrechte** von Personen, wenn öffentliche Organe des Kantons Daten über sie bearbeiten. Das Bundesgesetz über den Datenschutz (DSG) gilt hingegen für das Bearbeiten von Daten durch Bundesorgane und Privatpersonen.

Die Aufsicht über den Datenschutz wird im Kanton Freiburg von einer kantonalen **Behörde** ausgeübt, die sich aus einer Kommission und einem(r) Beauftragten zusammensetzt.

Die **Kommission** hat gemäss Artikel 30 DSchG insbesondere folgende Aufgaben:

- sie leitet die Tätigkeit der Datenschutzbeauftragten;
- sie nimmt Stellung zu Entwürfen von Erlassen, die den Datenschutz betreffen, sowie in den vom Gesetz vorgesehenen Fällen;
- sie fordert die zuständige Behörde auf, die nötigen Massnahmen zu ergreifen, wenn gesetzliche Vorschriften verletzt werden oder verletzt werden könnten;
- sie übt die Oberaufsicht über die kommunalen Aufsichtsbehörden aus, die ihr einen Tätigkeitsbericht zustellen.

Die **Datenschutzbeauftragte** hat gemäss Artikel 31 DSchG hauptsächlich folgende Aufgaben:

- sie berät die betreffenden Organe, namentlich bei der Planung von Datenbearbeitungsvorhaben;
- sie informiert die betroffenen Personen über ihre Rechte;
- sie überwacht die Anwendung der Gesetzgebung über den Datenschutz, namentlich durch systematische Überprüfungen bei den betreffenden Organen;
- sie führt die ihr von der Kommission übertragenen Aufgaben aus;
- sie wirkt bei der Führung des Registers der Datensammlungen mit.

Das Gesetz sieht keine strenge Aufteilung der Aufsichtsaufgaben zwischen der Kommission und der Datenschutzbeauftragten vor. Die Kommission hat sich wie bisher (vgl. Tätigkeitsberichte der Vorjahre) die Aufgaben **gesetzgeberischer** Natur und die Dossiers vorbehalten, bei denen eine **allgemeine Datenschutzpolitik** festgelegt werden muss. Die Kommission ist der Ansicht, dass sich diese Praxis mit den erforderlichen Anpassungen im einen oder anderen konkreten Fall insgesamt bewährt hat.

Schliesslich ist auch darauf hinzuweisen, dass der Gesetzgeber der Aufsichtsbehörde keine **Entscheidungsbefugnis** eingeräumt hat; diese steht den Verwaltungsbehörden zu, und die Bürgerinnen und Bürger, die sich beschweren wollen, können an die ordentliche Verwaltungsgerichtsbarkeit gelangen.

2. Öffentlichkeitsarbeit

Nach Artikel 30 Abs. 3 DSchG kann die Kommission, soweit das allgemeine Interesse es rechtfertigt, die Öffentlichkeit über ihre Tätigkeiten oder Empfehlungen **informieren**. Bislang hat die Kommission hier Zurückhaltung geübt, um die Wirkung dieser Möglichkeit nicht zu schmälern. Im Jahr 2004 äusserte sich die Kommission in der Öffentlichkeit bei drei Gelegenheiten, und zwar einmal an der traditionellen Pressekonferenz, die alljährlich anlässlich der Veröffentlichung des Tätigkeitsberichts stattfindet, und die beiden weiteren Male in Medienmitteilungen zur Nichtwiederwahl von Jean-René Haag und zum Rücktritt der Präsidentin, um die Unabhängigkeit der Kommission zu betonen und klarzustellen, dass sie hinter diesem Kommissionsmitglied steht, dessen Kompetenzen im Bereich des Datenschutzes für sie unbestritten sind und nicht in Zweifel gezogen werden dürfen.

Die **Website** der Aufsichtsbehörde für Datenschutz des Kantons Freiburg www.fr.ch/sprd wird oft besucht, und zwar in den letzten zehn Monaten durchschnittlich 5'200-mal pro Monat. Die durchschnittliche Zugriffsdauer beträgt rund sieben Minuten für die Konsultation von durchschnittlich zwei Seiten.

3. Organisation

3.1. Kantonale Aufsichtskommission

Die Kommission wurde im Jahr 2004 von *Astrid Epiney*, Professorin für Völkerrecht, Europarecht und schweizerisches öffentliches Recht, geschäftsführende Direktorin des Instituts für Europarecht an der Rechtswissenschaftlichen Fakultät der Universität Freiburg, präsidiert. Die übrigen Mitglieder der Kommission waren: *Joseph Eigenmann*, Arzt, Corminboeuf, *Johannes Froelicher*, Gerichtsschreiber-Berichterstatter am Verwaltungsgericht, Freiburg, *François-Dominique Meyer*, Arzt, Villars-sur-Glâne, und *Catherine Yesil-Huguenot*, Juristin, Estavayer-le-Gibloux.

Die Kommission hielt im Jahr 2004 sieben Sitzungen ab. Ein ausführliches Protokoll hält die Beratungen und die Entscheide der Kommission fest; *Florence Rivière*, Juristin, war während des ganzen Jahres Protokollführerin.

Neben den Sitzungen betreute die Präsidentin die Dossiers, erledigte die Korrespondenz, besprach sich mit der Datenschutzbeauftragten und traf sich mit Dritten. Diese Arbeit nahm über das ganze Jahr gesehen rund 100 Stunden in Anspruch.

3.2. Datenschutzbeauftragte

Die Datenschutzbeauftragte und ihre Sekretärin arbeiten zu je 50 %.

Eine Juristin, die als Praktikantin zu 50 % angestellt wurde, half mit, die Arbeit, die sich angehäuft hatte, abzubauen. Sie unterstützt die Datenschutzbeauftragte bei Arbeiten, die juristische Recherchen erforderten (Nachführung des Leitfadens zuhanden der Gemeinden, Instruktion der Dossiers, Vorbereitung von Stellungnahmen, Ausarbeitung Merkblatt).

3.3. Gemeinden

Die Gemeinden können laut Artikel 29 Abs. 2 DSchG eine eigene Aufsichtsbehörde bestellen. Die kantonale Kommission übt in diesem Fall nur noch die Oberaufsicht über diese Gemeindebehörden aus, die ihr einen Tätigkeitsbericht unterbreiten.

Die Gemeinden *Freiburg*, *Bulle*, *Villars-sur-Glâne* und *Marly* haben auf der Grundlage eines Reglements, bei dem die kantonale Behörde aktiv mitwirkte, eine eigene Aufsichtsbehörde eingesetzt. Diese Reglemente müssen jeweils die **Unabhängigkeit** der Gemeindebehörde gegenüber der Gemeindeverwaltung und der Gemeindeexekutiven garantieren. Im Jahr 2005 wird dies von der Kommission im Rahmen ihrer Zuständigkeit entsprechend der seit Einsetzung dieser Behörden gemachten Erfahrungen geprüft werden müssen.

Bis zur Fertigstellung dieses Tätigkeitsberichts wurden der kantonalen Kommission die Berichte dieser vier Gemeindebehörden für das Jahr 2004 unterbreitet. Sie erfüllen die Anforderungen des DSchG vollumfänglich, und die kantonale Aufsichtsbehörde dankt allen, die sich in den verschiedenen Gemeindeorganen engagieren.

3.4. Verein DSB + CPD.CH und Beziehungen zum Bund

Im Bestreben um Koordination und Effizienz arbeitet die Datenschutzbeauftragte mit dem **Eidgenössischen Datenschutzbeauftragten** und den mit dem Datenschutz befassten Behörden in den anderen Kantonen zusammen, insbesondere im Rahmen des Vereins der Schweizerischen Datenschutzbeauftragten **DSB+CPD.CH**.

- Die Datenschutzbeauftragte leistete zu allgemeinen Fragen von nationaler oder kantonsübergreifender Bedeutung ihren Beitrag und konnte von den im Rahmen des Vereins der Schweizerischen Datenschutzbeauftragten (DSB+CPD.CH) geleisteten Arbeiten profitieren. Präsident des Vereins ist gegenwärtig der Datenschutzbeauftragte des Kantons Zürich. Der Arbeitsaufwand ist beachtlich. Im Rahmen des Büros (neun Sitzungen im Berichtsjahr), dem die Datenschutzbeauftragte des Kantons Freiburg angehört, wurde vertieft auf gewisse **Vernehmlassungsverfahren** (beispielsweise sektorielle Personen-identifikatoren, SBB-Reform, Informationsgesetz des Kantons Zürich) und **aktuelle Themen** eingegangen (beispielsweise VICLAS-Datenbank, Veröffentlichung des Autoindexes auf dem Internet, Liste der Lehrpersonen ohne Unterrichtsberechtigung, Videoüberwachung, Revision des Bundesgesetzes über den Datenschutz (DSG), Schengen/Dublin-Abkommen, Abrechnungssystem Tarmed). Die Plenumsversammlung fand im Frühjahr in Frauenfeld statt mit einem Vortrag zum Thema « Datenmark/data warehouse » und die 11. Schweizerische Konferenz der Datenschutzbeauftragten im Herbst in Aarau zum Thema des Datenschutzes im Sozial- und Gesundheitswesen.
- Die Datenschutzbeauftragte des Kantons Freiburg war bis im Sommer 2004 Präsidentin der Arbeitsgruppe « **Gesundheit** », der auch der Eidgenössische Datenschutzbeauftragte angehört. Die Arbeitsgruppe befasste sich hauptsächlich mit dem Abrechnungssystem Tarmed und arbeitete Empfehlungen dazu zuhanden der kantonalen Datenschutzbeauftragten aus. Diese Empfehlungen wurden leicht abgeändert von der Kommission genehmigt und an die betroffenen öffentlichen Organe unseres Kantons weitergegeben.

Die Zusammenarbeit mit der Vereinigung ist sowohl auf der Ebene des Datenschutzes des Kantons Freiburg als auch auf gesamtschweizerischer Ebene sehr fruchtbar. Sie ermöglicht eine Koordinierung der gemeinsamen Anstrengungen, jederzeitige Information und Ausbildung sowie eine effizientere Arbeitsweise. Ende Jahr hat die Datenschutzbeauftragte die Leitung einer neuen Arbeitsgruppe übernommen, und zwar der Arbeitsgruppe « **Einwohnerkontrolle** ». Diese wird sich mit dem im Hinblick auf den Datenschutz zulässigen Inhalt der Register befassen, und die Ergebnisse dieser Arbeit sollten insbesondere dazu dienen, den Gemeinden, die sich mit diesen Fragen an die Aufsichtsbehörde gewendet haben, entsprechend zu antworten und gegebenenfalls die betroffenen öffentlichen Organe zu veranlassen, sich darüber Gedanken zu machen.

Im Jahr 2005 wird die jährliche Konferenz der Datenschutzbeauftragten im Kanton Freiburg stattfinden. Die Aufsichtsbehörde wird die Gelegenheit nutzen und mit dem Institut für Europarecht der Rechtsfakultät der Universität Freiburg ein Kolloquium zum 10-jährigen Bestehen des kantonalen Datenschutzgesetzes organisieren.

II. HAUPTTÄTIGKEITEN DER KOMMISSION

1. Stellungnahmen insbesondere zu Erlassentwürfen

1.1. Im Allgemeinen

Die Kommission äusserte sich zu verschiedenen Erlassentwürfen des Bundes und des Kantons.

- Sie nahm zu den folgenden Entwürfen des **Bundes** Stellung:
 - Änderung des Bundesgesetzes über den Binnenmarkt (BGBM);
 - Entwurf der DNA-Profil-Verordnung;
 - 5. IV-Revision;
 - Entwurf des Bundesgesetzes zur Harmonisierung der Einwohnerregister und anderer amtlicher Personenregister;
 - Bundesgesetz über die sektoriellen Personenidentifikatoren (SPIN-Gesetz);
 - Bilaterale Abkommen II und Ausdehnung des Personenfreizügigkeitsabkommens auf die neuen EU-Mitgliedstaaten.

- Sie hat auch zu verschiedenen anderen **kantonalen** Entwürfen Stellung genommen:
 - Entwurf des Reglements über den Zivilschutz (ZSR);
 - Reglement betreffend das Lehrpersonal der EKSD;
 - Entwurf der Verordnung über das Konservatorium;
 - Entwurf der Verordnung über die flankierenden Massnahmen zum freien Personenverkehr;
 - Vorentwurf über die Verwendung von Personendaten betroffener Frauen, die nicht am kantonalen Programm zur Früherkennung von Brustkrebs durch Mammographie teilnehmen;

- Vorentwurfs des Jugendgesetzes;
 - Verordnung über die Information der Öffentlichkeit über die Tätigkeit des Staatsrats und der Kantonsverwaltung (InfoV);
 - Vorentwurf einer Rahmenvereinbarung über die Ausübung der römisch-katholischen und der evangelisch-reformierten Seelsorge in den staatlichen Anstalten;
 - Änderung des Gesetzes über die spitalexterne Krankenpflege und die Familienhilfe;
 - Vorentwurf des Prüfungsreglements für das Konservatorium;
 - Vorentwurf des Reglements über die Ausarbeitung der Erlasse (AER);
 - Vorentwurf des Tourismusgesetzes;
 - Vorentwurf des Gesetzes zur Änderung des Gesetzes über die Ausübung der politischen Rechte;
 - Vorentwurf der Verordnung über die Websites des Staates Freiburg.
- Die Kommission hat auch zu anderen **besonderen Entwürfen** Stellung genommen:
 - Revision des kantonalen Zivilstandsgesetzes – Problematik der Bekanntgabe von Zivilstandsdaten an nicht gewinnorientierte öffentliche Institutionen;
 - Sites mit Zugangskontrolle;
 - Merkblatt zum Outsourcing;
 - Entwurf eines Standberichts über die Anwendung der Grundsätze der Konvention 108 auf die Beschaffung und die Bearbeitung biometrischer Daten;
 - Reglement über die Ärzte, die ihre Tätigkeit aufgeben;
 - Reglement über den Datenschutz am Bezirksspital See.

Ganz allgemein hat die Aufsichtsbehörde festgestellt, dass dem Datenschutz vom kantonalen Gesetzgeber **Rechnung getragen** wird, und es werden ihr normalerweise alle wichtigen Entwürfe unterbreitet. Ihr werden aber auch Entwürfe zugestellt, für die der Datenschutz kaum relevant ist. In diesen Fällen beschränkt sie sich jeweils auf eine sehr punktuelle Stellungnahme. Sie hält es jedoch für sehr wichtig, weitgehend informiert und konsultiert zu werden, da Gesetzesentwürfe in den verschiedensten Bereichen oft einen Einfluss auf die Lösungen haben, für die sich die Kommission oder die Datenschutzbeauftragte in anderen Dossiers ausspricht. Ausserdem muss die Aufsichtsbehörde über die allgemeine gesetzgeberische Entwicklung im Kanton auf dem Laufenden sein. Die Kommission nahm zudem auch zu verschiedenen Themen ausserhalb des « gewöhnlichen » Gesetzgebungsverfahrens Stellung. Sie äussert sich sehr oft zu konkreten Fragen von betroffenen Personen und/oder Behörden; es kommt aber auch vor, dass sie von sich aus tätig wird, namentlich wenn es um eine wichtige Angelegenheit geht (z.B. in den Medien veröffentlichte Informationen). Die Aufsichtsbehörde hat in einigen wenigen Fällen festgestellt, dass gewisse ihrer Empfehlungen vom einen oder anderen kantonalen oder kommunalen Adressaten nicht befolgt und sie nicht zuvor darüber informiert worden ist.

1.2. Einige Beispiele besonderer Stellungnahmen

1.2.1. Entwurf des Reglements über den Zivildienst (ZSR)

Die Kommission hielt es für notwendig, die Kategorien der in das Register der schutzdienstpflichtigen, vom Dienst befreiten und vorzeitig entlassenen Personen aufgenommenen

Daten sowie den Datenzugang, die Bekanntgabe und die Aufbewahrungsdauer **genau festzulegen**. Dies drängt sich um so mehr auf, als im Register besonders schützenswerte Personendaten enthalten sein können (insbesondere medizinische Daten, Strafen), für die eine besondere Sorgfaltspflicht besteht.

1.2.2. Änderung des BGBM, Vorentwurf des Jugendgesetzes, Vorentwurf des Gesetzes zur Änderung des Gesetzes über die Ausübung der politischen Rechte

Die Kommission hatte wiederholt zu bemerken, dass in der Gesetzgebung **ungenaue** Begriffe wie « sachdienliche Auskünfte » oder « erforderliche Belege » zu **vermeiden** sind und dass diesbezüglich die Vorschriften des Datenschutzes und der Geheimhaltungspflicht gelten (Amtsgeheimnis, Berufsgeheimnis).

1.2.3. Verordnung über das Konservatorium

Die Kommission wies in zwei Vernehmlassungen darauf hin, dass eine **Rechtsgrundlage** für die Veröffentlichung der Prüfungsergebnisse (Noten) durch Anschlag, Publikation im Bulletin des Konservatoriums oder andere Arten der Veröffentlichung fehlt. Auch wenn nach einer reglementarischen Bestimmung die Prüfungsergebnisse bekanntgemacht werden können, so ist dies keine ausreichende Rechtsgrundlage dafür, dass die Prüfungsergebnisse öffentlich bekannt gegeben werden dürfen. In jedem Fall würde eine Rechtsgrundlage, die die Veröffentlichung vorsehen würde, auch dem Grundsatz der Verhältnismässigkeit Rechnung tragen müssen.

1.2.4. InfV

Die Kommission äusserte erneut ihre Bedenken gegenüber der Veröffentlichung besonders schützenswerter Daten über Staatsmitarbeiterinnen und –mitarbeiter in den Medien. Dies ist eine heikle Angelegenheit und steht insbesondere auch in Zusammenhang mit der Frage, ob ein **überwiegendes öffentliches Interesse** an der Bekanntgabe der Namen an die Öffentlichkeit besteht. Nach Ansicht der Kommission muss der Staat unbedingt dafür sorgen, dass **Kriterien** festgelegt werden, nach denen sich die öffentliche Verwaltung bei der Beurteilung des überwiegenden öffentlichen Interesse richten soll. Die Kommission hat auch Kontakt mit dem Eidgenössischen Datenschutzbeauftragten aufgenommen und ihn um eine Stellungnahme zu diesen heiklen Fragen gebeten. Sein Standpunkt deckt sich weitgehend mit dem der Kommission.

1.2.5. Seelsorge

Nach ihren Diskussionen mit der kantonalen Kommission für die Fragen der Anstaltsseelsorge hatte die Kommission Gelegenheit, zur Ausübung der Seelsorge in den staatlichen Anstalten Stellung zu nehmen. Sie konnte feststellen, dass die Zusammenarbeit sehr fruchtbar gewesen ist, gute Arbeit geleistet sowie ein sehr guter Text vorgelegt worden ist.

1.2.6. « Polizeijournal »

Im Anschluss an die **Empfehlungen** der Kommission zur Bekanntgabe und zu den Sicherheitsmassnahmen, die getroffen werden müssen, um eine missbräuchliche Nutzung des

« Polizeijournals » zu verhindern, sind einerseits neue technische Lösungen vorgesehen worden und andererseits ist die Liste der Adressaten im Hinblick auf eine Einschränkung entsprechend den Bedürfnissen für die Erfüllung der gesetzlichen Aufgaben überprüft worden.

1.2.7. Auslegung von Artikel 59 ZStV

Die Frage, ob die Zivilstandsverordnung des Bundes (ZStV) eine ausreichende Rechtsgrundlage für die systematische Bekanntgabe der **Geburten** an einen mit öffentlichen Aufgaben der Kleinkinderpflege betrauten Verein bildet, wurde verneint. Artikel 59 ZStV bezieht sich nur auf die Bekanntgabe von Daten im Einzelfall und an Private; der Verein möchte jedoch, dass ihm die Geburten systematisch bekanntgegeben werden. Dazu wurden drei Dinge bemerkt: Zunächst können die Daten direkt bei den betroffenen Personen beschafft werden, die damit einverstanden sind, vom Verein kontaktiert zu werden (die Eltern, z.B. beim Eintritt in die Geburtsabteilung); dann können die Gemeinden auf der Grundlage der Bestimmungen über die Einwohnerkontrolle angefragt werden; und schliesslich ist ein unmittelbares und schutzwürdiges Interesse nicht generell gegeben, weil gewisse Eltern aus persönlichen Gründen möglicherweise nicht angefragt werden wollen.

2. Datenschutz und staatliche Kontrollaufgaben

Das **Vorgehen**, nach dem sich die Datenschutzbeauftragte zu richten hat, wenn ihr Fragen gestellt werden oder sie um eine Stellungnahme gebeten wird (Art. 31 Abs. 2 Bst. b und c DSchG), funktioniert gut, bleibt jedoch **formlos**, da keine diesbezüglichen Vorschriften erlassen wurden. Es läuft folgendermassen ab: Die Datenschutzbeauftragte holt soweit möglich beim öffentlichen kantonalen oder kommunalen Organ Auskünfte ein und wendet sich möglichst immer an die Kontaktperson für den Datenschutz, auch wenn diese Personen manchmal mit gewissen Dossiers oder Vorhaben befasst sind und von ihren Vorgesetzten den Auftrag haben, für die entsprechende Erledigung bzw. Durchführung zu sorgen. Dadurch lassen sich die verschiedenen Ansichten besser einbeziehen, und es kann rationeller gearbeitet werden, was offenbar auch bestens funktioniert.

3. Sicherheit und Kontrolle

Im Jahr 2004 wurde in Form eines Pilottests eine Kontrolle der **konkreten Funktionsweise** im Bereich des Datenschutzes einer bestimmten Gemeinde durchgeführt. Wie die Aufsichtsbehörde dies schon im Jahr 2003 mit einer Dienststelle des Staates gemacht hatte, wurde dabei die gesamte Funktionsweise der Gemeinde durchleuchtet, mit einem Fragebogen, der vom Gemeindeammann und vom Gemeindegemeinschreiber in einem Gespräch mit der Verantwortlichen der beauftragten Firma beantwortet wurde. Bei diesem Gespräch waren auch eine Mitarbeiterin, die Protokoll führte, sowie die Datenschutzbeauftragte anwesend. Im Anschluss daran wurde ein entsprechender Bericht mit Empfehlungen an die betreffende Gemeinde verfasst. Mit diesem Test konnte festgestellt werden, dass die Gemeinde zwar schon sehr gut sensibilisiert und abgesichert war, einige Aspekte jedoch überprüft und verbessert werden sollten.

Mit den beiden in den Jahren 2003 und 2004 durchgeführten Pilottests liessen sich ausserdem die erforderlichen Erfahrungen sammeln, um das Verfahren entsprechend anzupassen und im Jahr 2005 Kontrollen vorzunehmen, die dann zwingend sein werden.

4. Weitere Tätigkeiten

Die Kommission – oder ihre Präsidentin – war auch noch in manchen anderen Bereichen tätig, wie die folgenden Beispiele zeigen:

- Die Frage der **Bekanntgabe** besonders schützenswerter Personendaten durch die **Dienststellen des Staates** steht immer noch auf der Tagesordnung der Kommission (und der Datenschutzbeauftragten). Im Rahmen der Gesetzgebungsvorarbeiten bezüglich der Information der Öffentlichkeit werden eingehende Überlegungen dazu gemacht.
- Die Kommission hat sich mit den Fragen zur **Videoüberwachung** befasst, auf die immer mehr öffentliche Organe zurückgreifen (Verkehr, Unterführungen, Deponien, Schulen, Jugendzentren, Banken). Diese Überlegungen sollen in einem Merkblatt der Datenschutzbeauftragten festgehalten werden, in dem auch Ratschläge erteilt und Vorsichtsmassnahmen vorgeschlagen werden, um Persönlichkeitsverletzungen zu verhindern.
- Die Kommission oder die Präsidentin nimmt regelmässig Stellung zu bestimmten Dossiers, mit denen die Datenschutzbeauftragte befasst ist und die **Grundsatzfragen** aufwerfen (z.B. Anforderungen an Sites mit Zugangskontrolle, Reglemente für die Abrufverfahren, Bekanntgabe sensibler Informationen an die Medien, Bearbeiten der Daten über die Impfungen durch die Gemeinden, Bekanntgabe von Polizeiinformationen).

III. HAUPTAKTIVITÄTEN DER DATENSCHUTZBEAUFTRAGTEN

1. Statistiken und Gesamtbeurteilung

Im Berichtsjahr wurden **143 Dossiers** eingereicht, wovon 27 noch hängig sind. Auch 11 langfristige Dossiers aus den Vorjahren sind noch offen. Dazu gehören z.B. Videoüberwachung, Information der Öffentlichkeit und Transparenz, Informatiksicherheit, elektronisches Patientendossier, VICLAS (Violent Crime Linkage Analysis System), Inhalt der Register der Einwohnerkontrollen, Veröffentlichung der Register der Datensammlungen auf dem Internet, elektronische Identitätskarte. Die Datenschutzbeauftragte war in 108 Fällen beratend tätig und erteilte Auskünfte, befasste sich in 26 Fällen mit der Prüfung gesetzlicher Bestimmungen, nahm 1 Kontrolle vor und führte 8 Präsentationen durch. 51 Dossiers betrafen kantonale Stellen oder mit öffentlichen Aufgaben betraute Institutionen, 29 Gemeinden, 20 andere staatliche Organe (Kantone, Datenschutzbehörden) und 43 Privatpersonen oder private Institutionen (s. Statistiken im Anhang).

2. Beratung der Behörden und Stellungnahmen

2.1. Allgemeines

Die aktualisierte Fassung des **Leitfadens** zuhanden der Gemeinden ist Ende 2004 erschienen und auf grosses Interesse gestossen. Da er jedoch schon wieder fast vergriffen ist, wird demnächst eine neue Auflage herausgegeben. Der Leitfaden beantwortet nicht alle Fragen, mit der die

Gemeinden konfrontiert werden, das Personal wechselt auch öfter und es stellen sich immer wieder neue Fragen. Deshalb müssen sich die Gemeinden oft doch noch direkt mündlich oder schriftlich an die Datenschutzbeauftragte wenden.

Die rund 20 sogenannten « **Kontaktpersonen** für den Datenschutz » der Direktionen und wichtigsten Dienststellen und Anstalten werden von der Datenschutzbeauftragten regelmässig zu einem Informations- und Meinungsaustausch sowie zu Ausbildungszwecken in verschiedenen Bereichen eingeladen. Im Jahr 2004 betraf dies insbesondere die Dienstleistungen privater Dritter im Auftrag des Gemeinwesens (Outsourcing), die Veröffentlichung des Autoindexes auf dem Internet und die Bekanntgabe von Adresslisten durch Dienststellen des Staates.

Die Datenschutzbeauftragte versucht so gut wie möglich, die **Gemeindebehörden** in ihre Informationsarbeit mit einzubeziehen (regelmässige Zusammenkünfte); die Erfahrung hat nämlich gezeigt, dass der Datenschutz nur dann effektiv sein kann, wenn die damit beauftragten Behörden ihre Aufgabe aktiv wahrnehmen und sich über ihre Überlegungen und das entsprechende Vorgehen austauschen. So haben sich diese Behörden insbesondere mit der Videoüberwachung und der Bezeichnung von Treuhandfirmen als Aufsichtsbehörden für den Datenschutz befasst.

Zwischen der Datenschutzbeauftragten und dem Verantwortlichen für die **Informatiksicherheit** beim Amt für Informatik und Telekommunikation (ITA) finden regelmässige Gespräche statt.

Die Datenschutzbeauftragte ist auch Mitglied der Kommission des Staatsarchivs.

2.2. Stellungnahmen und Auskünfte

Viele Fragen betrafen Dienststellen der öffentlichen Verwaltung. Die Anfragen bezogen sich auf **allgemeine Fragen**, z.B. Bekanntgabe von Adresslisten (Mitglieder von Schützengesellschaften, Liste der Haushalte an eine Inkassogesellschaft für Radio- und TV-Gebühren, Zulässigkeit der Videoüberwachung, Bekanntgabe von Arztzeugnissen, Bekanntgabe von Listen von IV-Bezürgern, Aufbewahrung von Daten, Beschaffen von Daten für Schülerarbeiten), aber auch auf ganz **bestimmte Punkte**, z.B. Bekanntgabe von Informationen an einer Gemeindeversammlung, von Polizeieinformationen im Rahmen von Einbürgerungsverfahren, Einholen von Auskünften in Parkings, Überwachung von E-Mail und Computerinhalt des Personals.

Die Datenschutzbeauftragte erinnert immer wieder daran, dass der Datenschutz nicht als Hindernis bei der Aufgabenerfüllung verstanden werden darf, sondern als Notwendigkeit, um die verschiedenen bestehenden Interessen abzuwägen, einen legitimen Informationszugang zu ermöglichen und dabei die Rechte der Einzelnen zu wahren. Es muss ein ausreichender gesetzlicher Rahmen gegeben sein, um ein Gleichgewicht zwischen den Bedürfnissen der Benutzer bzw. zwischen den öffentlichen Interessen und der Wahrung der Privatsphäre der Einzelnen zu schaffen.

Die übrigen Stellungnahmen bezogen sich auf Fragen von Privatpersonen und privaten Institutionen, die sich über ihre Rechte und Pflichten gegenüber der kantonalen und kommunalen Verwaltung erkundigen wollten.

3. Beispiele von Antworten/Stellungnahmen der Datenschutzbeauftragten

3.1. Bearbeiten im Auftrag (Outsourcing)

Die Datenschutzbeauftragte wurde immer wieder gefragt, wie vorzugehen sei, wenn ein öffentliches Organ eine Privatfirma z.B. mit der Erstellung von Statistiken, dem Inkasso ausstehender Steuern, der Betreuung von Schuldnern usw. beauftragen will. Nach Artikel 18 Abs. 2 DSchG muss die Auftragserteilung an einen Privaten grundsätzlich Gegenstand eines **Vertrags** sein, in dem die Datenschutzvorschriften festgelegt sind. Zu diesem Thema ist dann das Merkblatt Nr. 5 der Datenschutzbeauftragten mit drei Anhängen herausgegeben worden, worin die einschlägigen Gesetzesbestimmungen, ein Mustervertrag und der Mustertext einer Verpflichtungserklärung für das Personal (Datenschutzrevers) enthalten sind.

3.2. Bekanntgabe eines detaillierten Arztzeugnisses

Die Datenschutzbeauftragte verneinte die Frage nach der Zulässigkeit der Bekanntgabe eines **detaillierten** Arztzeugnisses an einen Friedensrichter bei einem Antrag auf Beistandschaft auf eigenes Begehren. Der Richter muss prüfen, ob die rechtlichen Voraussetzungen für die Anordnung der Beistandschaft erfüllt sind. Er befragt dazu zuerst die betroffene Person, deren Aussagen in einem Befragungsprotokoll festgehalten werden. Darin sind auch der Antrag der betreffenden Person und ihr Einverständnis protokolliert, den Arzt von seinem Arztgeheimnis zu entbinden. Benötigt der Richter weitere Auskünfte, so muss er seine Fragen dem Arzt schriftlich stellen und sie vorher der Patientin vorlegen; diese Auskünfte werden es dem Richter ermöglichen, seine gesetzliche Aufgabe zu erfüllen, das heisst zu bestimmen, ob die rechtlichen Voraussetzungen für die Gutheissung des Antrags erfüllt sind.

3.3. Veröffentlichung von Kirchenaustritten in einem Pfarrblatt

Die Datenschutzbeauftragte verneinte auch die Frage, ob Kirchenaustritte im Pfarrblatt veröffentlicht werden dürfen. Es handelt sich dabei um besonders schützenswerte Personendaten, und es müssen alle erforderlichen Vorkehrungen getroffen werden, um das mit der Bearbeitung solcher Daten verbundene erhöhte Risiko der Persönlichkeitsverletzung zu vermeiden. Für solche Veröffentlichungen gibt es keine Rechtsgrundlagen. Der Entscheid, aus der Kirche auszutreten, fällt unter die **Grundrechte** und die Privatsphäre. Solche Entscheidungen müssen völlig frei und ohne den Druck einer Veröffentlichung in einem Pfarrblatt, der Religionsgemeinschaft oder dem Umfeld der betroffenen Person getroffen werden können.

3.4. Übermittlung der Liste von IV-Bezüglern an eine Gemeinde

Die Datenschutzbeauftragte verneinte weiter die Frage einer Gemeinde, die die Liste der IV-Bezüglern erhalten wollte, um sie auf der Grundlage des Gemeindereglements von der **Feuerwehrsteuer** zu befreien. Bei diesen Auskünften handelt es sich um besonders schützenswerte Personendaten, und es gibt auch keine gesetzlichen Bestimmungen auf Bundes- oder Kantonsebene, die erlauben würde, dass den Gemeinden eine solche Liste bekannt gegeben wird. Es steht jedoch der Gemeinde frei, die Bürger in einer von ihr als geeignet erachteten Weise über die nach Gemeindereglement bestehende Möglichkeit zu informieren, dass IV-Bezüglern von der Feuerwehrsteuer befreit werden.

3.5. Überwachung einer vom Sozialdienst unterstützten Person durch einen Privatdetektiv

Die Datenschutzbeauftragte stellte fest, dass es aus der Sicht des Datenschutzes nicht zulässig ist, eine Person, die Sozialhilfe bezieht, von einem Privatdetektiv überwachen zu lassen. Für dieses Vorgehen gibt es keine Rechtsgrundlage, es scheint **übertrieben** (es gibt andere Mittel, auf die von den Sozialdiensten normalerweise zurückgegriffen wird) und die Überwachung geschähe **ohne das Wissen** der betroffenen Person, was gegen den Grundsatz von Treu und Glauben verstossen würde.

4. Arbeiten für die Kommission

Die Datenschutzbeauftragte bereitete die Sitzungen und entsprechenden Dossiers vor (namentlich 26 Vernehmlassungsverfahren und Prüfungen von Gesetzesbestimmungen) und sorgte dafür, dass den Kommissionsmitgliedern die Unterlagen, Informationen und Studien zu allgemeinen oder besonderen Fragen zugestellt wurden.

5. Register der Datensammlungen

Die in Zusammenarbeit mit dem ITA durchgeführte Prüfung der Möglichkeit, das Register der Datensammlungen auf dem Internet zu veröffentlichen, wie es in anderen Kantonen getan wird (z.B. Graubünden, Schwyz, Zug und Zürich), ergab, dass dies im Rahmen des zur Verfügung stehenden Budgets machbar ist. Es ist bereits eine Firma damit beauftragt worden. Dies wird auch die Gelegenheit bieten, die Anmeldungen der Datensammlungen nachzuführen. Das Register der Datensammlungen dürfte im Laufe des Jahres 2005 auf dem Internet verfügbar sein.

IV. SCHLUSSBEMERKUNGEN

Im Jahr 2005 will sich die Aufsichtsbehörde schwerpunktmässig mit den folgenden Aufgaben befassen:

- Durchführung verschiedener *Kontrollen*, in den Grenzen des zur Verfügung stehenden Budgets;
- Zurverfügungstellung des *Registers der Datensammlungen* für die Öffentlichkeit im Internet;
- Ausarbeitung dreier Merkblätter, und zwar eines zuhanden der öffentlichen Organe über die *Videoüberwachung*, ein zweites über die Umsetzung eines *Konzepts für den Datenschutz* in den öffentlichen Verwaltungen (entsprechende Arbeiten, an denen die Datenschutzbeauftragte mitwirkt, sind in gewissen Dienststellen bereits im Gange) und ein drittes über die *Abrufverfahren* und entsprechenden *Nutzungsreglemente*;
- Fortsetzung der Arbeiten zur Vorbereitung einer Gesetzgebung über die *Information der Öffentlichkeit* und zur Sensibilisierung im Bereich Sicherheit, vor allem der besonders schützenswerten Daten.

Die kantonale Aufsichtsbehörde für Datenschutz **dankt** allen öffentlichen Organen für die ausgezeichnete Zusammenarbeit und die positive Haltung, die sie gegenüber ihrer Datenschutzpflicht gezeigt haben. Dieser Dank geht besonders an alle Kontaktpersonen in der Kantonsverwaltung und den kantonalen Anstalten, die die Datenschutzbeauftragte bei der Erfüllung ihrer Aufgaben unterstützen, sowie an alle Gemeinden, die sich für eine eigene Aufsichtsbehörde für Datenschutz entschieden haben.

Das Jahr 2005 wird auch von einem Wechsel in der Präsidentschaft der Kommission geprägt sein. Alexandra Rumo-Jungo, Professorin für Zivilrecht an der Universität Freiburg, wird Nachfolgerin von Astrid Epiney, die im Mai 2004 ihren Rücktritt eingereicht hatte (mit Wirkung auf den 31. März 2005), nach der Nichtwiederwahl von Jean-René Haag im Dezember 2003 – ein Entscheid, auf den im Frühjahr 2004 nicht zurückgekommen wurde. Diese nicht erfolgte Wiederwahl stand ersichtlich in keinem Zusammenhang mit der (wertvollen und über alle Zweifel erhabenen) Arbeit von Herrn Haag in der Kommission und stellte daher letztlich die Unabhängigkeit der Kommission in Frage. Deshalb war die Präsidentin der Ansicht, dass die Voraussetzungen dafür, ihre Arbeit zufriedenstellend zu erledigen, nicht mehr erfüllt seien. Die Präsidentin bedauerte diese Entwicklung sehr und unterstrich gleichzeitig die ausgezeichnete Zusammenarbeit während der drei Jahre ihrer Präsidentschaft mit allen Kantons- und Gemeindebehörden, besonders mit der Direktion für Sicherheit und Justiz. Sie möchte diesen Organen sowie den Kommissionsmitgliedern und der Datenschutzbeauftragten für ihre stets engagierte und konstruktive Arbeit danken.

Anhang: Statistiken

Statistiken 2004

Anfragen / Interventionen	
Stellungnahmen	108 (123) *
Kontrollen	1 (2) *
Gesetzgebung	26 (28) *
Präsentationen	8 (6) *
Total	143 (159)*

- Die Stellungnahmen werden von der Datenschutzbeauftragten abgegeben. Sie umfassen auch die Beratung der öffentlichen Organe und die Auskünfte an Privatpersonen. Sie beziehen sich insbesondere auf die Datenbeschaffung und -bekanntgabe, die Veröffentlichung auf dem Internet, das Auskunftsrecht, die Aufbewahrung, die Vernichtung und die Archivierung, die Sicherheit, das Amts- und das Berufsgeheimnis.
- Der Begriff « Gesetzgebung » umfasst die Beschäftigung mit Gesetzesbestimmungen und Antworten auf Vernehmlassungen.
- Der Begriff « Präsentationen » beinhaltet Referate, Berichte, Studien der Datenschutzbeauftragten sowie ihre Teilnahme an Kolloquien.
- Im Ganzen enthalten sind auch langfristige Dossiers (7) wie beispielsweise das Gesetz über die Information der Öffentlichkeit, Videoüberwachung, elektronisches Patientendossier, VICLAS, Inhalt der Register der Einwohnerkontrollen, Veröffentlichung des Registers der Datensammlungen auf dem Internet, elektronische Identitätskarte.

Herkunft der Anfragen / Adressaten der Interventionen			
Kant. Ämter	Gemeinden	Privatpersonen und private Institutionen	Andere öffentlich- rechtliche Organe
51 (79)*	29 (32)*	43 (27)*	20 (21)*

- Zu den Privatpersonen gehören auch die Staatsmitarbeiterinnen und -mitarbeiter.
- Zu den anderen öffentlich-rechtlichen Organen gehören die kommunalen, kantonalen und die Eidgenössische Datenschutzbehörde sowie die mit öffentlichen Aufgaben betrauten Institutionen.

* Die Zahlen in Klammern stehen für die im Jahr 2003 bearbeiteten Dossiers